



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
Immeuble Nice Leader - Tour HERMES  
64/66 Route de Grenoble  
06200 Nice

Nice, le 12/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BRENNTAG**

Z.I. de la Roseyre - 293 CR n 4  
06390 Contes

Références : 2026\_273  
Code AIOT : 0006400257

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement BRENNTAG implanté Z.I. de la Roseyre - 293, CR n° 4 06390 Contes. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs événements accidentels récents ont fait apparaître une problématique associée au risque d'explosion lié à la présence d'une atmosphère explosive (ATEX). Dans ce contexte, une action régionale a été déclinée en région PACA afin de vérifier la conformité à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 de certains établissements concernés par ce risque.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRENNTAG

- Z.I. de la Roseyre - 293, CR n° 4 06390 Contes
- Code AIOT : 0006400257
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

BRENNTAG effectue des activités de conditionnement de produits chimiques (principalement solvants, acides et bases) et la livraison de ces produits vers les clients utilisateurs finaux.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite que l'évaluation du risque ATEX repose sur un DRPCE établi récemment, et qui présente un zonage ATEX globalement cohérent. Afin d'améliorer encore la signalétique déjà mise en place, il est conseillé à l'exploitant de procéder à la réfection de la peinture au sol délimitant la zone ATEX présente sur son site.

Ensuite, les équipements utilisés dans ces zones sont clairement identifiés dans les listes des matériels électriques présents dans l'installation. Les justificatifs concernant l'adéquation des anciennes pompes (construites avant 2003) avec un usage en zone ATEX et leur bon entretien ont été transmis par mail suite à la visite. Leurs caractéristiques ATEX sont donc démontrées.

La formation ATEX du personnel est un des points positifs relevés lors de cette inspection et cette action doit se poursuivre dans le temps.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) datant de février 2026. Le document dresse une analyse exhaustive du risque ATEX potentiel zone par zone, au regard des activités qui y sont réalisées. Dans ses annexes il comporte la cartographie des processus explosibles, le zonage ATEX du site, l'évaluation des risques d'explosion du site et la justification d'exclusion de zonage.</p> <p>Par mail du 01/04/2026 l'exploitant a également transmis une liste des matériels électriques opérant en zone ATEX.</p> <p>Les documents présentés n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Plan général des zones à risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...] ;</li> <li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;</li> <li>- [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de zonage ATEX figure en annexe du DRPCE. Il apparaît cohérent avec les risques présentés par les équipements. Les niveaux de risques sont reportés sur les plans pour chaque zone ATEX au regard de chaque process et phase industriels présent sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir</p>

<p>tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques datant du 9 avril 2025 réalisé par la société ATEP.</p> <p>Ce rapport de vérification liste spécialement les matériels présents en zone ATEX. Ce dernier ne relate pas de non-conformités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Identification des zones à risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La signalétique ATEX est présente de manière systématique dans l'ensemble des zones recensées dans le DRPCE.</p> <p>De même, les consignes à adopter dans chacune des zones sont clairement affichées.</p> <p>A noter, que le marquage en peinture jaune au sol réalisé par l'exploitant en mesure de prévention supplémentaire afin d'indiquer aux salariés du site qu'ils pénètrent en zone ATEX doit être refait prochainement car ce dernier s'efface.</p> <p>L'exploitant au cours de la visite a rappelé que l'interdiction de fumer et l'obligation de permis feu était applicable à tout l'établissement.</p> <p>Des justificatifs de formation du personnel au risque ATEX ont été présentés suite à la demande</p>

en salle. Ils ont été transmis par mail le 01/04/2026 par l'exploitant. Le E-learning, réalisé en recyclage tous les 5 ans, a bien été validé par les personnels opérant sur les zones présents le jour de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Formation d'atmosphère explosive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ventilation des locaux

**Prescription contrôlée :**

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

**Constats :**

Les zones à risque ATEX de l'installation se trouvent globalement en extérieur et sont donc ventilées naturellement par les flux d'air.  
Des alarmes sont présentes dans l'installation mais sont liées à la détection d'un départ de feu.

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'à l'approche de la zone ATEX, sur le chemin piéton longeant le mur de délimitation de l'installation avec la société Samup Sam, un tuyau flexible était entièrement déroulé et laissé en vrac sur le passage. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une photographie attestant du rangement effectué.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Conformité des appareils**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'Environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

L'inspection a procédé à un contrôle non exhaustif des équipements, en se concentrant sur deux des pompes présentes, ainsi que sur leurs panneaux de contrôle, situés dans les zones de chargement et de déchargement. Il a été constaté que ces équipements disposaient bien du marquage ATEX réglementaire, tout comme leurs panneaux de contrôle. Par ailleurs, dans son courriel du 1er avril 2026, l'exploitant a transmis la documentation relative aux pompes, confirmant leur conformité au marquage ATEX et leur aptitude à être utilisées en zone ATEX.

Type de suites proposées : Sans suite